



Pays arabes : des sociétés corsetées qui parviennent mal à exprimer tout leur potentiel de développement économique

L'Egypte est passée d'environ 18,5 millions d'habitants à la sortie de la 2^{ème} guerre mondiale à plus de 85 aujourd'hui. Elle portera 111 millions d'habitants en 2030 (scénario moyen des Nations Unies). C'est un défi énorme, comme si la France de 2010 avait dû passer des 40 millions d'habitants de 1945 à 184 millions en 2010 (et 240 millions en 2030 !). Quel casse-tête pour les gouvernants !

L'Egypte est à l'image de la rive sud de la Méditerranée. Même si le pays dispose de grandes et belles ressources – peuple, culture, sites, patrimoine, ensoleillement, positionnement sur le canal de Suez, pétrole et surtout gaz etc.-, il souffre aussi de fortes contraintes dès lors que ces ressources doivent être utilisées intensivement – espace agricole réduit, ressources en eau insuffisantes, environnement souvent sensible-, mais aussi d'une proportion élevée d'analphabètes, de retards technologiques, et d'un manque d'infrastructures. Bien qu'assez diversifiée, l'économie reste plutôt basique (industries traditionnelles, textile, construction, métallurgie, chimie, engrais, logistique...), parfois fragile (tourisme), assez rarement à la pointe (sauf pour la téléphonie mobile, les médias, le cinéma...). Dans la plupart des secteurs, un modèle intégré de conglomerats d'origine familiale ou militaro-étatique domine l'industrie de façon peu créative. Le subordonné n'est guère incité à faire œuvre d'imagination...

Dans ce contexte, la création chaque année du million d'emplois qu'imposerait le simple maintien d'un taux de chômage pourtant excessif est un vrai défi ! Les comptes extérieurs du pays sont déficitaires (balance commerciale de -25 milliards de dollars pour 2009-2010). Un Etat très centralisé n'a guère de marges de manœuvre pour prendre des initiatives économiques fortes. D'autres ressources ont pris le relai : les investissements étrangers (IDE) ont été considérés comme une solution majeure pour équiper et moderniser l'outil industriel national ; souvent qualifiés, les travailleurs émigrés ont à la fois diminué la pression sur le marché domestique du travail et transféré des ressources utiles pour la survie des ménages restés au pays; l'ouverture au tourisme international a été une réussite, malgré un impact mitigé sur l'environnement et la société. Du point de vue strictement économique, un développement indéniable a été possible pendant la dernière décennie, d'ailleurs salué par le titre de « top reformer » attribué par la Banque Mondiale (Doing business 2008) ou les performances obtenues en matière d'IDE.

Ceci n'est apparemment pas suffisant. Tous ces efforts ont à l'évidence pesé sur la population, mais cette dernière, dans son ensemble, n'a pas reçu tous les dividendes de la modernisation engagée –en particulier une classe moyenne ou étudiante fortement conscientisée par les médias et internet a eu le sentiment que les bénéfices étaient confisqués par une toute petite frange de privilégiés. Pour prendre un autre exemple régional (Algérie), les flux sortants illégaux (argent de la corruption placé en Suisse ou ailleurs) équivaldraient selon certaines

estimations à la somme des transferts de migrants, des IDE et des revenus du tourisme (soit environ 5 milliards d'euros) : dans ces conditions, pour les honnêtes travailleurs domestiques, à quoi bon créer de la valeur, si c'est pour qu'elle leur échappe pour l'essentiel?

Par ailleurs, en Egypte, comme dans les autres pays de la rive sud, toute la croissance potentielle n'a pas été mobilisée au service du développement économique. Certes, les pays sud-méditerranéens ont un art de vivre qui n'est peut-être pas, Dieu merci, compatible avec une croissance à la chinoise. Et certes, les 5% de croissance moyenne du PIB obtenus dans la décennie 2000-2010 constituent déjà une belle performance. Mais le potentiel réel de ces pays est sans doute plus élevé –autour de 7 à 8% de croissance annuelle-, pourvu que l'énergie des entrepreneurs puisse être libérée. Il ne s'agit pas ici de prôner un libéralisme intégral (vive le repos du dimanche... ou du vendredi !), mais de rechercher une croissance créant davantage d'emplois et surtout de s'interroger sur les pesanteurs de sociétés arabes excessivement « corsetées ».

Globalement en effet, les dirigeants (politiques, économiques...) en place sont assez inamovibles et surtout motivés par leurs intérêts propres à court terme. Pour accéder aux responsabilités, l'appartenance au bon réseau ou clan l'emporte souvent sur la compétence. Beaucoup d'administrations gardent une mentalité péagère -toute autorisation se paie. Les notions de service, de valeur ajoutée leur restent étrangères. Les financements bancaires au bénéfice des entreprises sont souvent inaccessibles ou discrétionnaires, en particulier pour les PME et les start-ups. En dépit des évolutions de statut et des progrès en matière d'éducation, les femmes, les minorités religieuses, les étrangers, les jeunes etc. sont rarement des citoyens économiques à 100%. Dans tel pays, les investisseurs étrangers se voient imposer un partenaire national à 51%. Dans tel autre, diverses importations anodines restent interdites. Dans tel autre encore (bientôt légion !), des sites internet pourtant utiles sont censurés. Cette mal-gouvernance (jamais à court d'humour, les Algériens ont inventé le terme d'« algérançe » et les Jordaniens disent qu'ils ont au moins appris à « développer le sous-développement »...) n'est pas l'apanage des pays arabes, mais beaucoup d'entre eux du moins cumulent faiblesse des libertés publiques et longévité de régimes autoritaires...

Libérer l'énergie des entrepreneurs, de la société civile et de la jeunesse, ce serait un beau programme pour les pays de la région. Car ces citoyens et ces jeunes sont une mine d'or, ils ont faim de connaissances, d'initiatives et de projets, ils aspirent à être considérés comme des adultes, et non à s'embarquer en desperados sur le premier canot en partance vers une Europe qui ne les désire même pas... Quel Mandela méditerranéen entendra le cri de la jeunesse arabe ?